

# Manuel VALLS à AMIENS le lundi 6 juillet 2015

Réforme territoriale et austérité en France, comme en Grèce et partout en Europe,

TOUTES LES BONNES RAISONS DE SE RASSEMBLER ET DE SE MOBILISER !

## A l'appel de FO, CGT, FSU

dès 12 h 00 - Place Gambetta à AMIENS

- ✚ Pour le retrait du pacte de responsabilité ;
- ✚ Pour l'abandon de la réforme territoriale ;
- ✚ Contre la fusion des régions Picardie et Nord Pas de Calais et des académies de Lille et d'Amiens ;
- ✚ Pour l'augmentation des traitements des fonctionnaires.

Porteuses de propositions pour le développement des services publics des collectivités territoriales, de l'Etat et de la santé, nos organisations syndicales tiennent à rappeler leurs critiques et leur opposition à la logique globale de la Réforme territoriale.

Métropoles, intercommunalités, fusions des conseils régionaux et des services régionaux de l'Etat, revue des missions de l'Etat, maisons de service au public... inquiètent et mécontentent légitimement les agents et les usagers. Les fusions, mutualisations sont synonymes de profonds changements, dont la mobilité forcée avec les conséquences dramatiques pour les agents et leur famille.

Ces restructurations interrogent fortement sur la présence et l'implantation des services publics au plus près des citoyens.

Cette réforme territoriale a été engagée à marche forcée enfermant la concertation dans des conditions et un calendrier indignes des enjeux en cours. Tant sur le plan national que local, nos organisations affirment qu'un débat contradictoire, sincère et véritable sur les enjeux posés, est nécessaire, tant auprès des citoyens qu'auprès des personnels de la fonction publique.

Quelles que soient les modifications d'organisation, nous revendiquons des services publics de proximité permettant d'assurer les missions de la fonction publique partout et garantissant aux agents de conserver, au travers de la pérennité des unités territoriales, leur affectation, leurs missions et leur statut particulier. Les agents ne doivent être contraints à aucune forme de mobilité forcée, (ni géographique, ni fonctionnelle) ce qui s'apparenterait à de la flexibilité pour s'adapter aux restructurations.

Ce qui suppose dans la fonction publique de l'Etat, le maintien de services strictement ministériels. Pour les usagers, c'est la seule garantie de conserver un interlocuteur de terrain.

Par ailleurs, nos organisations réaffirment leur attachement au Statut général des fonctionnaires et aux statuts particuliers, autant de garanties pour l'exercice des missions publiques, tant pour les usagers que les personnels et aux spécificités des trois versants de la Fonction publique.

Le développement de l'emploi public, la revalorisation de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies depuis des années, la reconstruction de la grille, l'amélioration des conditions de travail, plus globalement l'arrêt des politiques d'austérité, nécessitent une réaction forte des fonctionnaires et agents publics.

Par ailleurs, nous tenons à exprimer notre entière solidarité au peuple grec face aux tentatives récurrentes de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI de leur imposer des mesures d'austérité drastiques.

Nos organisations, qui luttent contre l'instauration de politiques libérales qui remettent en cause les droits sociaux, détricotent les droits du travail et privilégient la finance au détriment des salarié-e-s et des privé-e-s d'emploi ne peuvent rester sans réagir.

Respect des choix démocratiques des peuples et refus des politiques d'austérité sont deux mots d'ordre que portent nos organisations. SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE GREC !